



Déclaration liminaire CDEN du 30 septembre 2014

Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Académique, Mesdames, Messieurs,

En préambule de ce 1^{er} CDEN, l'Unsa Education souhaite une fois encore saluer la mémoire de cette jeune enseignante, poignardée à mort par une mère d'élève dans sa classe, vendredi 4 juillet 2014 à Albi.

Ce drame montre, s'il en était besoin, combien notre métier souffre d'un déficit de compréhension dans la société. C'est déjà ce que révélait, en juin dernier, notre enquête nationale qui a recueilli les réponses de 18 000 enseignants des 1^{er} et 2nd degré. En résumé : Des professionnels « bien dans leurs baskets, mais mal à l'aise dans leur costume ».

En répondant aux 53 questions de l'enquête électronique, ces personnels apparaissent pourtant engagés et dynamiques malgré un manque criant de soutien et de confiance en leur professionnalité.

Pour leur pleine réalisation comme pour la réussite des élèves, il est urgent que le ministère de l'Education Nationale mette en œuvre une gestion des ressources humaines digne de ce nom, avec, c'est incontournable, des moyens supplémentaires.

A ce titre, pour l'Unsa Education, cette année 2014-2015 doit voir un certain nombre de chantiers réamorçés. La refondation de l'Ecole doit se décliner en moyens pour les élèves et en avancées pour la profession. Restauration des RASED ou rénovation des programmes sont autant d'urgences à mettre en face de Médecine du travail, formation, revalorisation.

Concernant la carte scolaire, si nous sommes les premiers à saluer l'augmentation des moyens en postes, conformément à la promesse présidentielle, force est de constater que la poussée démographique dans la Gard permet à peine de faire avancer le taux d'encadrement dans le primaire voire régresser dans le second degré.

La complexité de la situation valait bien mieux que ce chassé-croisé ministériel. Les enseignants de l'Unsa ont été consternés de voir tant de travaux relégués au second plan par l'épisode politique dont nous avons tous été témoins cet été.

Consternés entre autres, parce qu'ils ont été de ceux qui n'ont pas hésité à s'impliquer professionnellement pour tenter d'adapter la semaine scolaire aux rythmes de vie de l'enfant, quand il était si simple de verser dans l'immobilisme. Après avoir dénoncé des journées d'école trop longues, ils étaient prêts à expérimenter autre chose, à revoir leur organisation personnelle. Prêts à s'informer sur leur temps personnel en raison d'un manque flagrant de pédagogie de la part d'un ministère dont c'est pourtant la mission première.

Autant d'efforts et de remises en question pour que soit signé un décret à la veille des vacances qui, non seulement a vu sortir de l'œuf le concept révolutionnaire du week-end de 2 jours et demi, une aberration du point de vue de tous les spécialistes, mais a aussi sonné le grand retour des journées de six heures tant décriées sans compter l'APC. Est-il besoin de rappeler la confusion indescriptible qui s'en est suivie dans la gestion des personnels ?

Aujourd'hui, rattraper un pont est devenu un casse-tête chinois. Organiser le ramassage scolaire en bus, gérer le service des remplaçants, les quotités de temps partiel revient à dénouer un invraisemblable écheveau.

Cette forme avortée de la réforme des rythmes de vie ne nous satisfait pas et mécontente beaucoup de monde.

Pourtant, dans ce contexte surréaliste, des enseignants continuent de garder la tête froide. Ils échangent avec les parents, dialoguent avec les élus, pour tirer le meilleur de l'existant et tenter de faire progresser peu à peu les projets.

Et si les bilans-étapes locaux et nationaux ne font pas ressortir les résultats escomptés sur les enfants, sur leurs résultats scolaires, sur l'accès à des activités plus riches et plus variées pour les enfants de tous les milieux, alors il faudra expérimenter autre chose. Mais on voit bien que les plus critiques sont les moins prolixes en solutions alternatives.

Dans cette perspective, l'Unsa Education salue l'arrivée de Madame Najat Vallaud-Belkacem à la tête d'un ministère jusqu'ici toujours dirigé par des hommes. A l'heure où l'égalité femme-homme et la laïcité sont dans toutes les discussions, nous tenons à l'assurer de notre soutien face aux polémiques nauséabondes qui ont eu cours ces derniers temps.

Nous ne doutons pas qu'elle saura préserver le dialogue social, restauré il y a deux ans et grâce auquel l'Unsa Education a su faire avancer certaines idées qui sont devenues des réalités à cette rentrée 2014 : retour de la formation initiale pour les professeurs d'école stagiaires ; cédésation des auxiliaires de vie scolaire, on dit AESH désormais ; mais aussi augmentation de la prime et des temps de décharge des directeurs, maintien des aides administratives pour certains d'entre eux ; ou encore la création de postes de professeurs supplémentaires...

Même si comme précisé précédemment, l'ouverture de quelques ULIS, CLIS et SEGPA, ne nous fait pas oublier l'érosion du taux d'encadrement dans le second degré.

Ce dialogue social, l'Unsa Education tentera de le préserver au niveau local car c'est ainsi que nous pourrons contribuer à faire avancer les choses tant sur la carte scolaire que sur la sécurité des enfants en cas d'intempéries par exemple.

Les personnels ne sauraient en effet être tenus à l'écart de certaines réflexions, de certaines décisions. Ils ont l'expérience du terrain et une connaissance fine de certains écueils à éviter, de certaines conséquences à anticiper.

Qu'il s'agisse d'intempéries ou de questions de calendrier... comme de problèmes de carte scolaire.

Sur ce dernier point, deux années de dotation positive ne sauraient rattraper cinq années dévastatrices. Et l'on continue de constater ici ou là, des cas de classes à double ou triple niveau avec des effectifs de 28 en élémentaire... 30 et plus en maternelle.

Ne perdons pas de vue que notre département connaît un niveau toujours trop important de décrochage scolaire et dans certaines zones, la pauvreté urbaine ou rurale frappe un trop grand nombre d'enfants.

Là aussi, l'Unsa Education doit vous témoigner de ces réalités... Dans ces conditions, il faut comprendre que les dispositifs "plus de maîtres que de classes" ou de "scolarisation des moins de trois" apparaissent aux yeux de certains enseignants comme bien maigres.

Autre regret, les enseignants référents du Gard devront continuer à gérer un nombre de dossiers d'enfants en situation de handicap largement supérieur à la moyenne nationale (la création d'un poste supplémentaire ayant été reportée à la rentrée prochaine).

Enfin, l'Unsa Education souhaite rappeler son attachement à la question du socle commun. Cette réforme est centrale car elle engendrera, ou pas, des réformes de structure de notre système éducatif.

Ce projet de socle commun permettra-t-il de mettre fin aux incohérences actuelles entre socle et programmes ? Permettra-t-il une progression réelle des apprentissages en facilitant la liaison école/collège grâce aux nouveaux cycles, et une meilleure intégration des compétences ? Ce sont là quelques enjeux à traiter dans le premier comme dans le second degré, en plus de celui de l'évaluation des élèves.

Cela va bien plus loin qu'une simple redéfinition des programmes disciplinaires.

L'UNSA a toujours soutenu l'idée d'un socle commun de connaissances et de compétences garanti à tous les élèves. Il s'agit de fixer un cap pour notre École et un cadre de travail pour les prochaines années. Le socle commun étant défini, selon la loi d'orientation de 2013, comme le principe organisateur de la scolarité obligatoire, l'avis des enseignants est primordial.

En l'occurrence, les enseignants de l'UNSA considèrent que le projet de socle commun proposé par le Conseil Supérieur des Programmes n'est pas en mesure de répondre aux défis posés à l'École du XXIème siècle, car il ne propose ni des objectifs réalistes pour les élèves, ni le moyen de les évaluer.

Il est grand temps de sortir de la logique élitiste quelquefois assumée, et de renouveler la scolarité obligatoire avec des compétences didactisées, un vrai dialogue entre les disciplines et des outils pour suivre la progression des élèves au quotidien.

L'UNSA veut un socle commun qui soit un outil professionnel efficace et non un catalogue de bonnes intentions aux objectifs atteignables seulement par ceux qui ont déjà tout.

Les égoïsmes, les belles phrases de ceux qui prônent la démocratisation des parcours scolaires, les avantages de la mixité sociale, tout en faisant en sorte que cela s'applique le moins possible à leurs propres enfants, devraient se heurter à des choix collectifs, définis ainsi par Alain dès 1928 : « Tout l'effort des pouvoirs publics devrait s'employer à éclairer les masses par le dessous et par le dedans, au lieu de faire briller quelques pics superbes, quelques rois nés du peuple, et qui donnent un air de justice à l'inégalité. »

Je vous remercie de votre attention.

Les délégués du personnel de l'UNSA Education.